

REGLEMENT IMPOSANT UNE TAXE DITE "IMPOT SUR LE REVENU" DANS LE
TERRITOIRE DE LA CITE DE MONTREAL ET DE CERTAINES MUNI-
CIPALITES SOUS LE CONTROLE DE LA COMMISSION
METROPOLITAINE DE MONTREAL.

(Adopté par le Comité exécutif le 15 février 1940 et, en vertu des dispositions du statut 4 George VI (Bill No 12), le 26 mai 1940).

ATTENDU qu'en vertu de la loi 25-26 George V, chapitre 112, section 12, telle que modifiée par les lois 1 George VI, chapitre 103, section 73, et 2 George VI, chapitre 105, section 20, il est imposé, chaque année, à compter du 1er mai 1935, en sus de toute autre taxe, sur tout individu ayant sa résidence ordinaire, son domicile ou sa place d'affaires dans la cité de Montréal ou dans certaines municipalités sous le contrôle de la Commission Métropolitaine de Montréal une taxe n'excédant pas vingt pour cent du montant de la taxe payable par tel individu, en vertu des Statuts révisés du Canada 1927, chapitre 97, et ses amendements, pour l'année précédente se terminant le 31 décembre;

ATTENDU qu'en vertu de ladite loi 25-26 George V, le taux de cette taxe doit être fixé et déterminé par règlement que la Cité de Montréal est autorisée à adopter à cette fin;

A une assemblée du Comité Exécutif de la Cité de Montréal, tenue à l'hôtel de ville, le 15^{me} jour de février 1940, en la manière et suivant les formalités prescrites par la loi, à laquelle assemblée sont présents: MM. les échevins Savignac, président, Dupuis, Coupal, Kerry et Delisle, membres dudit Comité,

Il est décrété et statué par ledit Comité comme suit:

DEFINITIONS

ARTICLE 1.- Dans le présent règlement, à moins que le contexte ne s'y oppose, les termes suivants auront la signification qui leur est respectivement assignée, savoir:

a) "Individu" comprend les héritiers, les exécuteurs testamentaires, administrateurs et curateurs, syndics de faillites, liquidateurs, séquestres ou autres représentants légaux d'individus ayant leur résidence ordinaire ou domicile ou place d'affaires dans le territoire désigné au présent règlement;

b) "Corporation personnelle" signifie une corporation ou une compagnie par actions (peu importe l'époque ou le lieu de sa fondation) contrôlée directement ou indirectement par une personne qui a sa résidence ordinaire ou domicile ou place d'affaires dans la cité de Montréal ou dans l'une des municipalités sous le contrôle de la Commission Métropolitaine de Montréal, ou par cette personne et son épouse ou quelque membre de sa famille, ou par une réunion des susdits, ou par toute autre personne ou corporation pour son ou leur compte, soit en détenant la majorité des actions de cette corporation, soit de toute autre manière, et dont le revenu brut provient, jusqu'à concurrence d'un quart ou plus, de l'une ou de plus d'une des sources suivantes, savoir:-

I) De la propriété, ou du négoce ou trafic des obligations, stocks ou actions, débentures, morts-gages, hypothèques, lettres de change, billets ou autres biens semblables,

II) Du prêt d'argent avec ou sans garantie, ou par voie de rentes, annuités, redevances, intérêt ou dividende, ou

III) Provenant ou en vertu de quelque droit, titre ou intérêt dans un héritage ou une fiducie.

Le revenu d'une corporation personnelle est considéré faire partie du revenu de ses actionnaires.

c) "Contribuable" signifie tout individu assujéti au paiement de la taxe en vertu du présent règlement;

d) "Territoire" signifie le territoire des municipalités suivantes:

Cité de Montréal

" " Westmount

" " Verdun

" " Outremont

Ville" Montréal-Est

" " Mont-Royal

" " Pointe-aux-Trembles

" " Montréal-Ouest

" " St-Laurent

" " St-Michel

" " Montréal-Nord

e) "Directeur des finances" signifie le directeur des finances de la Cité de Montréal.

IMPOSITION DE LA TAXE

ARTICLE 2.- Une taxe annuelle dite "impôt sur le revenu" est, par les présentes, imposée et sera prélevée et perçue en sus de toute autre taxe, à compter du 1er mai 1940, sur tout individu ayant, le ou après le 1er mai 1940, sa résidence ordinaire, son domicile ou sa place d'affaires dans ledit territoire. Cette taxe est calculée et établie selon le pourcentage ci-après mentionné sur le montant de taxe payable par tout tel individu en vertu des Statuts refondus du Canada, 1927, chapitre 97, et ses amendements, pour l'année précédente se terminant le 31 décembre, savoir:

a) Dix pour cent (10%) sur le montant payable en vertu de ladite loi, si ce montant est de deux cents dollars (\$200.00) ou moins;

b) Quinze pour cent (15%) si le montant payable en vertu de ladite loi est de plus de deux cents dollars (\$200.00), mais n'excède pas quatre cents dollars (\$400.00);

c) Vingt pour cent (20%) si le montant payable en vertu de ladite loi est de plus de quatre cents dollars (\$400.00).

DECLARATIONS

ARTICLE 3.- Tout individu, sans aucun avis ou demande préalable, doit remettre au directeur des finances, le ou avant le 1er juin 1940, une déclaration sous serment, suivant la formule No 1 faisant partie du présent règlement, mentionnant le montant de la taxe dont il s'est déclaré redevable dans son rapport au Gouvernement fédéral pour l'année 1939.

ARTICLE 4.- Sur réception de l'avis de cotisation transmis par le Ministre en vertu du chapitre 97 des Statuts révisés du Canada, 1927, et ses amendements, le contribuable devra l'exhiber et en fournir une copie au directeur des finances, qui lui remettra un certificat à l'effet que l'examen de tel avis a été fait.

ARTICLE 5.- Si, dans les six mois de la déclaration mentionnée à l'article 3, le contribuable n'a pas encore reçu l'avis de cotisation, il devra produire au directeur des finances de la Cité une déclaration sous serment à cet effet, suivant la formule No 2 faisant partie du présent règlement, et renouveler cette déclaration tous les six mois tant qu'il n'aura pas exhibé et produit copie dudit avis de cotisation.

ARTICLE 6.- Toute déclaration ou tout affidavit que devra produire le contribuable devront être faits sur les formules Nos 1 et 2 ci-dessus mentionnées que ledit contribuable devra se procurer à l'hôtel de ville de Montréal.

PAIEMENT

ARTICLE 7.- Tout individu doit, en même temps qu'il remet au directeur des finances sa déclaration sous serment, suivant ladite formule No 1, payer le montant de la taxe imposée et payable suivant ledit rapport.

ARTICLE 8.- Cependant, ledit individu peut ne payer que le quart du montant de cette taxe, en déclarant par écrit qu'il entend la payer en quatre versements, les trois autres versements étant payables le 1er juillet, le 1er septembre et le 1er novembre 1940, avec intérêt au taux de cinq pour cent (5%) par an, à compter du 1er juin 1940.

Toute somme non payée à échéance portera un intérêt supplémentaire de quatre pour cent (4%) par année.

ARTICLE 9.- Sur réception de l'avis de cotisation transmis par le Ministre en vertu du chapitre 97 des Statuts révisés du Canada, 1927, et ses amendements, le contribuable doit, en même temps qu'il l'exhibe et en fournit une copie au directeur des finances, payer tout montant additionnel dont il est redevable comme conséquence de ladite cotisation, avec intérêt au taux de cinq pour cent (5%) par an, à compter de la date fixée pour la production de la déclaration assermentée, suivant ladite formule No 1.

ARTICLE 10.- S'il résulte de l'avis de cotisation que le contribuable a payé à la Cité plus qu'il ne devait, la Cité devra

lui faire remise de l'excédent, sans intérêt, même si le contribuable a dû payer préalablement à la Cité des intérêts pour acquitter le montant de sa déclaration originale.

Au cas où sur appel ou autrement, la cotisation fixée par le ministre fédéral serait modifiée, le contribuable aura le droit de se faire rembourser par la Cité du montant qu'il aura payé en trop, sans intérêt.

Dans le cas où le contribuable n'aurait pas fait de déclaration au gouvernement fédéral, il devra toutefois déclarer le montant de taxe dont il est redevable audit gouvernement fédéral.

INFRACTIONS ET PEINES

ARTICLE 11.- Le directeur des finances peut exiger de tout contribuable une déclaration assermentée à l'effet que ledit contribuable a fait ou n'a pas fait un rapport sur son revenu, conformément au chapitre 97 des Statuts Révisés du Canada 1927, et ses amendements, et aussi exiger que ledit contribuable lui fasse connaître tout ce que contient le rapport qu'il a fait en vertu de ladite loi; le directeur des finances peut de plus exiger de tout contribuable qui n'aurait pas fait de déclaration au gouvernement fédéral une déclaration assermentée établissant le montant de taxe dont il est redevable audit gouvernement fédéral; à défaut par ledit contribuable de faire telles déclarations ou de fournir tels renseignements, il sera passible pour chaque infraction d'une amende n'excédant pas quarante dollars.

ARTICLE 12.- Quiconque manque de remettre au directeur toute déclaration requise par le présent règlement dans le délai prescrit, est passible d'une amende de 5% de la taxe qu'il doit payer pourvu que le montant total de cette amende ne dépasse pas cinq cent dollars (\$500.00).

Sans préjudice du droit de réclamer cette amende, si un contribuable ne fait pas sa déclaration dans les 30 jours de la date fixée, la Cité peut poursuivre ce contribuable devant la Cour du Recorder de la Cité de Montréal pour faire établir le montant de la taxe qu'il doit et le faire condamner au paiement du montant de la taxe qui sera établi.

ARTICLE 13.- Tout contribuable qui fait défaut d'exhiber et de produire au directeur des finances son avis de taxation qu'il a reçu du ministre, est passible d'une amende n'excédant pas dix dollars (\$10.00) pour chaque jour de retard.

ARTICLE 14.- Tout contribuable qui refuse ou néglige de remettre à la Cité de Montréal la taxe payable suivant son rapport, soit au moment de la remise de sa déclaration mentionnant le montant de taxe dû, soit à l'échéance d'aucun des trois versements prévus par l'article 8, est passible, pour chaque infraction, en sus du paiement de la taxe due et des frais, d'une amende n'excédant pas quarante dollars.

ARTICLE 15.- Tout contribuable qui refuse ou néglige de payer à la Cité de Montréal soit la pénalité de cinq pour cent du montant de la taxe exigible qu'il a payée après échéance ou qu'il a déclarée après le délai fixé, soit l'intérêt couru ou soit le solde de tout montant de taxe dû, commet une infraction au présent règlement et est passible, pour chaque infraction, en sus du paiement de la taxe due ou de la pénalité ou de l'intérêt et des frais, d'une amende n'excédant pas quarante dollars.

F. 1 - 1940

CITE DE MONTREAL

SERVICE des FINANCES

Division de l'impôt sur le revenu

Rapport d'Impôt sur le Revenu

à compléter et retourner au Directeur des Finances le ou avant
le 1er juin 1940.

Est assujetti à la taxe dite "Impôt sur le Revenu", pour
l'exercice commençant le 1er mai 1940 et se terminant le 30 avril
1941, tout individu ayant le ou après le 1er mai 1940 sa résidence
ordinaire, son domicile ou sa place d'affaires dans le territoire des
municipalités suivantes: Montréal, Westmount, Verdun, Outremont,
Montréal-Est, Mont-Royal, Pointe-aux-Trembles, Montréal-Ouest,
St-Laurent, St-Michel, Montréal-Nord.

"Individu" comprend les héritiers, exécuteurs testamentaires,
administrateurs et curateurs, syndics de faillites, liquidateurs,
séquestres ou autres représentants légaux d'individus ayant leur
résidence ordinaire ou domicile ou place d'affaires dans le territoire
mentionné ci-dessus.

- 1. Nom
(nom de famille) (prénoms au long - souligner le prénom
habituellement en usage)
- 2. Domicile actuel
(numéro) (rue) (municipalité) (téléphone)
- 3. Domicile en 1939
- 4. Occupation actuelle
- 5. Nom de l'employeur
- 6. Adresse de l'employeur
(téléphone)
- 7. Si vous faites affaires ou exercez une profession sous une raison
sociale, mentionnez:
 - a) Raison sociale
 - b) Adresse
 - c) Noms des associés

8. Si vous n'avez pas produit de rapport pour l'impôt dû les 15 mai 1935, 1936, 1937 et le 1er juin 1938 et 1939, indiquez-en la raison

9. Si vous ne résidiez pas dans le territoire assujéti à cette taxe durant l'année 1935 et subséquemment, indiquez:

- a) la date de votre arrivée
- b) le lieu de votre domicile antérieur
(municipalité) (province)

Calcul de la taxe

10. Montant de l'impôt sur le revenu dont vous vous êtes déclaré redevable dans votre rapport au gouvernement fédéral pour l'année 1939, en vertu de la loi spéciale des revenus de guerre et ses amendements \$ _____

11. Montant de l'impôt sur le revenu payable à la Cité de Montréal calculé et établi sur le montant ci-dessus, comme suit: 10% du montant si celui-ci n'excède pas \$200.00; 15% si le montant est de plus de \$200.00 mais n'excède pas \$400.00; 20% si le montant est de plus de \$400.00 \$ _____

12. Intérêt (voir item 18) \$ _____

13. Pénalité (5% du montant de l'impôt municipal, si cette déclaration est produite après le 1er juin 1940 - voir item 19) \$ _____

14. Montant total dû à la Cité de Montréal \$ _____

15. Je déclare vouloir acquitter le montant dû:

10.- En un seul versement. Remise ci-incluse \$ _____

20.- En quatre versements, tel que prévu à l'item 17. Remise ci-incluse \$ _____
(Biffer le mode non choisi)

Affidavit

16. Je, soussigné, dont le nom, le domicile et l'occupation apparaissent aux item 1, 2 et 4 de cette formule, étant dûment assermenté, affirme que les déclarations ci-dessus ainsi que tous les chiffres y indiqués constituent, au meilleur de ma connaissance, un rapport véridique et complet pour la période y indiquée, et

conforme au règlement d'impôt sur le revenu de la Cité de Montréal.

ET J'AI SIGNE

.....

Assermenté devant moi à

ce jour de 194

.....
Commissaire de la Cour Supérieure pour le
District de Montréal (ou tout autre
officier autorisé).

-
17. MODE DE PAIEMENT.- Cet impôt peut être payé en quatre versements égaux les 1er juin, 1er juillet, 1er septembre et 1er novembre 1940, avec intérêt au taux de 5% par an, à compter du 1er juin 1940.
18. INTERETS.- Toute somme non payée à échéance est assujettie à un intérêt additionnel de 4% par an, en plus de l'intérêt régulier de 5% par an.
19. PENALITE.- Quiconque néglige de remettre cette déclaration le 1er juin 1940 est passible d'une amende de 5% de la taxe qu'il doit payer, pourvu que le montant total de cette amende ne dépasse pas \$500.00.

Les paiements peuvent être faits par chèque, mandat-poste ou mandat-express à l'ordre de la Cité de Montréal. Les remises en timbres-poste ne sont pas acceptées. Il est recommandable de ne pas faire de remise en espèces par la poste.

CITE DE MONTREAL

SERVICE des FINANCES

Division de l'impôt sur le revenu

Déclaration que l'avis de cotisation pour l'année 1939
en vertu de la loi de l'impôt sur le revenu et
ses amendements n'a pas été reçu

Je jure que je n'ai pas reçu l'avis de cotisation auquel
la présente déclaration réfère.

Assermenté devant moi ce

jour de 194

Signature

.....
Signature de l'officier recevant
le serment

..... Date
Titre ou qualité

Je, soussigné, certifie par les présentes que le règlement
ci-dessus a été reçu par le Greffier de la Cité le 15 février 1940
et soumis au Conseil municipal le 23 du même mois; que, ledit Conseil
municipal ne l'ayant pas adopté avant le 26 mai 1940, il s'est automa-
tiquement trouvé adopté en vertu des dispositions du statut 4 George VI
(Bill No 12).

Genevieve Sturges
Greffier de la Cité.

Montréal, le 26 mai 1940.

Edmond
MAIRE,
Genevieve Sturges
GREFFIER DE LA CITE.
Archives de la Ville de Montréal

(Signé le 3 juin 1940)

No. 1616

By-law to impose an Income Tax in the territory of the City of Montreal and of certain Municipalities under the control of the Montreal Metropolitan Commission.

(Adopted by the Executive Committee on the 15th February 1940 and, in virtue of the provisions of the Act 4 George VI, chapter 78, on the 26th May 1940).

WHEREAS, under the Act 25-26 George V, Chapter 112, Section 12, as amended by the Acts 1 George VI, Chapter 103, Section 73, and 2 George VI, Chapter 105, Section 20, there is imposed, each year, from the 1st May 1935, in addition to any other tax, on every individual having his usual residence, his domicile or his place of business in the City of Montreal or certain municipalities under the control of the Montreal Metropolitan Commission, a tax not exceeding twenty per cent (20%) of the amount of the tax payable by such individual, in virtue of the Revised Statutes of Canada, 1927, chapter 97, and its amendments, for the preceding year ending on the 31st December;

WHEREAS, under the said Act 25-26 George V, the rate of such tax is to be fixed and determined by a by-law which the City of Montreal is authorized to adopt for such purpose;

At a meeting of the Executive Committee of the City of Montreal, held at the City Hall, on the 15th day of February 1940, in the manner and after the observance of the formalities prescribed by law, at which meeting were present: Aldermen Savignac, Chairman, Dupuis, Coupal, Kerry and Delisle, members of said Committee.

It was ordained and enacted by the said Committee as follows :

DEFINITIONS

ARTICLE 1. — In this by-law, unless the context otherwise requires, the following terms shall have the meaning respectively assigned to them, namely :

a) "Individual" includes the heirs, testamentary executors, administrators and curators, trustees in bankruptcy, liquidators, sequestrators or other legal representatives of individuals having their usual residence, domicile or place of business in the territory described in this by-law :

b) "Personal corporation" means a corporation or a joint-stock company (no matter when or where founded), directly or indirectly controlled by a person who has his ordinary residence, domicile or place of business in the City of Montreal or in any of the municipalities under the control of The Montreal Metropolitan Commission, or by such person and his wife or any member of his family, or by a combination of the aforementioned, or by any other person or corporation on his or their behalf, either by holding the majority of the shares of such corporation or in any other manner, and whereof one-fourth or more of the gross revenue is derived from one or more of the following sources, namely :

I. From the ownership of, or the trading or dealing in bonds, stocks or shares, debentures, mortgages, hypothecs, bills of exchange, notes or other similar property,

II. From money lending with or without security, or by way of rentes, annuities, dues, interest or dividend, or

III. Arising from or in virtue of any right, title or interest in any inheritance or trust.

The revenue of a private corporation is considered to form part of the revenue of its shareholders.

c) "Taxpayer" means any individual subject to the payment of the tax under this by-law ;

d) "Territory" means the territory of the following municipalities :

City of Montreal
“ “ Westmount
“ “ Verdun
“ “ Outremont
Town“ Montreal-East
“ “ Mount-Royal
“ “ Pointe-aux-Trembles
“ “ Montreal-West
“ “ Saint-Laurent
“ “ Saint-Michel
“ “ Montreal-North

e) “Director of Finance” means the Director of Finance of the City of Montreal.

IMPOSITION OF THE TAX

ARTICLE 2. — An annual tax called “income tax” is hereby imposed and shall be levied and collected in addition to any other tax, from the 1st May 1940, upon any individual having, on or after the 1st May 1940, his usual residence, domicile or place of business within the said territory. Such tax shall be calculated and established on the percentage hereafter mentioned of the amount of tax payable by any such individual in virtue of the Revised Statutes of Canada, 1927, chapter 97, and its amendments, for the preceding year ending on the 31st December, namely:

a) Ten per cent (10%) of the amount payable under the said Act, if such amount is of two hundred dollars (\$200.00) or less;

b) Fifteen per cent (15%) if the amount payable under the said Act is over two hundred dollars (\$200.00) but does not exceed four hundred dollars (\$400.00);

c) Twenty per cent (20%) if the amount payable under the said Act is over four hundred dollars (\$400.00).

DECLARATIONS

ARTICLE 3. — Every individual, without any previous notice or demand, shall deliver to the Director of Finance, on or before the 1st June 1940, a declaration under oath, according to form No. 1 forming part of this by-law, stating the amount of the tax

for which he has declared himself liable in his return to the Federal Government for the year 1939.

ARTICLE 4. — Upon receipt of the notice of assessment transmitted by the Minister in virtue of the Revised Statutes of Canada, 1927, chapter 97, and its amendments, the taxpayer must show the same and furnish a copy thereof to the Director of Finance, who shall give him a certificate to the effect that the examination of such notice has been made.

ARTICLE 5. — If, within six months following the declaration mentioned in Article 3 the taxpayer has not yet received the notice of assessment, he must deliver to the Director of Finance of the City a sworn declaration to that effect, according to form No. 2 forming part of this by-law, and renew his declaration every six months, as long as he has not shown the said notice of assessment and produced a copy thereof.

ARTICLE 6. — Every declaration or affidavit which the taxpayer has to deliver must be made on forms Nos. 1 and 2 above mentioned, which the said taxpayer shall obtain from the Montreal City Hall.

PAYMENT

ARTICLE 7. — Every individual must, at the same time as he delivers to the Director of Finance his sworn declaration, according to said form No. 1, pay the amount of the tax imposed and payable in accordance with the said return.

ARTICLE 8. — However, such individual may remit only one-fourth of the amount of such tax by declaring, in writing, that he intends to pay the same in four instalments, the three other instalments being payable on the 1st July, the 1st September and the 1st November 1940, with interest at the rate of five per cent (5%) par annum from the 1st June 1940.

Any payment not made at maturity shall bear an additional interest of four per cent (4%) per annum.

ARTICLE 9. — Upon receipt of the notice of assessment transmitted by the Minister under the Revised Statutes of Canada, 1927, chapter 97, and its amendments, the taxpayer must, at the same time as he shows the same and produces a copy thereof to the Director of Finance, pay any additional amount due by him as a

consequence of the said assessment, with interest at the rate of five per cent (5%) per annum from the date fixed for the production of the sworn declaration, according to the said form No. 1.

ARTICLE 10. — If the notice of assessment shows that the taxpayer has paid to the City more than he owes, the City must return the excess to him, without interest, even if the taxpayer has previously had to pay interest to the City to pay the amount of his original declaration.

When, on an appeal or otherwise, the assessment by the Minister is altered, the taxpayer shall be entitled to be reimbursed by the City the amount he may have overpaid, without interest.

If the taxpayer has not made any declaration to the Federal government, he must nevertheless declare the amount of tax he owes to the said government.

INFRINGEMENTS AND PENALTIES

ARTICLE 11. — The Director of Finance may require from any taxpayer a sworn declaration to the effect that the said taxpayer has or has not made a return on his income, in accordance with chapter 97 of the Revised Statutes of Canada 1927, and its amendments, and also require that said taxpayer make known to him all contents of the return he shall have made under the said Act: the Director of Finance may also require from any taxpayer who has not made any return to the Federal government a sworn declaration establishing the amount of tax he owes to the said Federal government: should the taxpayer fail to make such declarations or to give such information, he would be liable for each infringement to a fine not exceeding forty dollars.

ARTICLE 12. — Everyone who fails to deliver to the Director any declaration required by this by-law, within the prescribed delay, shall be liable to a fine of five per cent of the tax he is to pay, provided the total amount of such fine do not exceed \$500.00.

The City, without prejudice to its right to claim such fine if a taxpayer does not make his declaration within thirty days from the date fixed, may sue such taxpayer before the Recorder's Court of the City of Montreal to have the amount of the tax owed by him established and to have him condemned to pay the amount of tax so established.

ARTICLE 13. — Every taxpayer who fails to show or to produce to the Director of Finance his notice of taxation, which he received from the Minister, shall be liable to a fine not exceeding ten dollars for each day of delay.

ARTICLE 14. — Every taxpayer who refuses or neglects to pay to the City of Montreal the tax due according to his return, either at the time of the filing of his return mentioning the amount of tax due or at the maturity date of any of the three instalments provided by Article 8, is liable, for every infringement, in addition to the payment of the tax due and of the costs, to a fine not exceeding forty dollars.

ARTICLE 15. — Every taxpayer who refuses or neglects to pay to the City of Montreal either the penalty of five per cent of the amount of tax exigible which he has paid after the date on which it was due or which he has declared after the required delay, or the accrued interest or the balance of any amount of tax due, infringes this by-law and is liable, for each infringement, in addition to the payment of the tax due or of the penalty or of the interest and costs, to a fine not exceeding forty dollars.

F. 1 - 1940

CITY OF MONTREAL
FINANCE DEPARTMENT
 Income Tax Division
Income Tax Return

to be completed and returned to the Director of Finance on or before
June 1, 1940.

Is subject to the tax called "Income Tax," for the fiscal year beginning May 1, 1940 and ending April 30, 1941, any individual having, on or after May 1, 1940, his usual residence, domicile or place of business within the territory of the following municipalities: Montreal, Westmount, Verdun, Outremont, Montreal-East, Mount-Royal, Pointe-aux-Trembles, Montreal-West, Saint-Laurent, Saint-Michel, Montreal-North.

"Individual" includes the heirs, testamentary executors, administrators and curators, trustees in bankruptcy, liquidators, sequestrators or other legal representatives of individuals having their usual residence, domicile or place of business in the territory above described.

1. Name
(surname) (Christian names in full—Underline Christian name commonly used)
2. Present residence
(number) (street) (municipality) (telephone)
3. Residence during 1939
4. Present occupation
5. Name of employer
6. Address of employer
(telephone)
7. If in business or practising a profession under a business name, state :
 a) Business name
 b) Address
 c) Names of partners
8. If you did not file returns for the tax due May 15 1935, 1936, 1937 and June 1, 1938 and 1939, state your reasons.....
9. If you did not reside in the territory subject to this tax during the year 1935 and subsequently, state :
 a) the date of your arrival.....
 b) the place of your previous residence.....
 (municipality) (province)

Computation of The Tax

10. Amount of income tax for which you declared yourself liable in your return to the Federal Government for the year 1939, under the Income War Tax Act and its amendments \$ _____
11. Amount of income tax payable to the City of Montreal, calculated and established on the above amount, as follows: 10% of the amount if the amount does not exceed \$200.00; 15% if the amount is over \$200.00 but does not exceed \$400.00; 20% if the amount is over \$400.00 \$ _____
12. Interest (see item 18) \$ _____
13. Penalty (5% of the amount of municipal tax, if this declaration is filed after June 1, 1940 — See item 19) \$ _____
14. Total amount due to the City of Montreal. \$ _____
15. I declare that I wish to pay the amount due:
 1°.—In full as per remittance herewith \$ _____
 2°.—In four instalments, as provided in item 17, remittance herewith \$ _____
 (Strike out mode not chosen)

Affidavit

16. I, the undersigned, whose name, address and occupation appear in items, 1, 2 and 4 of this form, being duly sworn, say that the above declarations together with all the figures contained therein constitute to the best of my knowledge a true and complete return for the indicated period, in conformity with the Income Tax By-law of the City of Montreal.

AND I HAVE SIGNED

Sworn to before me at

this day of 194

.....
Commissioner of the Superior Court for the District of Montreal
(or any other authorized officer).

17. METHOD OF PAYMENT. — This tax may be paid in four equal instalments on June 1, July 1, September 1 and November 1, 1940, with interest at the rate of 5% per annum, from June 1, 1940.

18. INTEREST. — Any amount not paid at maturity shall bear the regular interest of 5% per annum plus an additional interest of 4% per annum.

19. PENALTY. — Anyone who fails to deliver this declaration by June 1, 1940, shall be liable to a fine of 5% of the tax he is to pay, provided the total amount of such fine do not exceed \$500.00.

Remit by cheque, postal note or money order made payable to the City of Montreal. Do not send currency through the mail. Postage stamps are not accepted in payment.

CITY OF MONTREAL

FINANCE DEPARTMENT

Income Tax Division

**Declaration that the notice of assessment for the year
1939 under the income tax act and amendments
has not been received**

□ □

□ □

I swear that I have not received the notice of assessment referred to in this declaration.

Sworn before me this

day of 194 Signature

.....
Signature of officer administering oath

..... Date

.....
Title or capacity

I, the undersigned, hereby certify that the above by-law was received by the City Clerk on the 15th February 1940 and submitted to the City Council on the 23rd of the same month; that, the said City Council not having adopted the same before the 26th May 1940, it was automatically adopted in virtue of the Act 4 George VI, Chapter 78.

(Signed) J.-ETIENNE GAUTHIER,
City Clerk.

Montreal, 26th May 1940.